

Appel à communications
57^e Congrès annuel de la Société québécoise de science politique
Égalité/Illégalité : un couple en science politique ?

Atelier 5 :

Inégalités et logement : quelles réponses politiques?

Responsables de l'atelier :

Jean-Vincent Bergeron-Gaudin, Université de Montréal (jean-vincent.bergeron-gaudin@umontreal.ca)

Renaud Goyer, Université du Québec à Montréal

Descriptif de l'atelier :

La crise des *suprimes* survenue aux États-Unis en 2008 a rappelé à la face du monde le rôle central qu'exerce le logement dans la production du système capitaliste. Relégué au statut de simple marchandise, le logement est non seulement acheté, échangé et vendu comme n'importe quel autre bien de consommation, mais il fait également l'objet d'une importante spéculation financière dénaturant sa fonction première de réponse à un besoin fondamental. Cet encastrement dans l'économie en fait un puissant révélateur des inégalités qui traversent les sociétés contemporaines. Des inégalités économiques, dans la mesure où le logement divise et segmente les individus selon leur position sur le marché de l'immobilier, entre propriétaires et locataires, entre spéculateurs et expulsé-e-s, entre promoteurs et résident-e-s déplacé-e-s. Des inégalités spatiales qui répartissent les ménages dans l'espace, valorisent ou stigmatisent certains quartiers et conditionnent la distribution des services. Des inégalités sociales aussi, du fait que l'accès au logement n'est pas vécu de la même façon que l'on soit un homme ou une femme, un jeune ou un individu âgé, une personne blanche ou racisée, et varie selon les catégories sociales. Dans l'ensemble, le logement demeure une question éminemment politique, qui conduit presque inmanquablement à une réflexion sur les rapports de domination et les modes de répartition du pouvoir au sein des sociétés.

Cet atelier propose de s'intéresser au thème des inégalités et du logement, en posant la question des différentes réponses politiques à ce problème. Plusieurs angles d'approche peuvent être envisagés. En premier lieu, comment les États, par des institutions, des politiques, des programmes ou des lois, interviennent-ils pour combattre ces inégalités? De quelle façon ces interventions (re)configurent-elles les intérêts des acteurs à l'égard du logement? Ces interventions sont-elles efficaces? À l'opposé, comment les inégalités relatives au logement peuvent-elles servir de condition à l'émergence de mouvements de protestation? Qui défendent ces mouvements (locataires, personnes sans-abris, squatteur-e-s, etc.) et quelle est la nature de leurs revendications? Dans un registre plus informel, comment les inégalités en logement sont-elles vécues au quotidien, dans le privé, par ceux et celles qui les subissent, par exemple les locataires face à leur propriétaire ou les femmes qui sont plus sujettes à subir de la discrimination ou du harcèlement? Enfin, par quelles

stratégies certains acteurs du marché de l'immobilier (promoteurs, institutions financières, etc.) réussissent-ils à maintenir leur pouvoir sur l'accès au logement et du même coup, à renforcer ou reproduire des inégalités? Les pistes d'analyse sont nombreuses.

Étant donné le caractère multidimensionnel des inégalités en logement, les organisateurs sollicitent des contributions théoriques et/ou empiriques provenant de différentes disciplines (sociologie, géographie, études urbaines, droit, travail social, etc.) et ne se limitant pas à la science politique, dans l'optique de susciter une discussion large sur le sujet. Les participant-e-s seront invité-e-s à envoyer leur texte de présentation dix jours avant l'événement pour stimuler les échanges lors de l'activité.

Les contributions doivent être envoyées via la [plateforme Fourwaves](#) avant le **31 janvier 2019**